

# PRESS'Envir nnement

N°174 Mardi – 11 août 2015

Par Sofia BENQASSEM, Inas EL MANSOURY, Robin LEGUEN, Johann SCHODEL

www.juristes-environnement.com



## A LA UNE – LE PRESIDENT OBAMA ANNONCE DES MESURES AMBITIEUSES POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le lundi 3 août, le président des Etats-Unis a annoncé un plan pour lutter contre le changement climatique, intitulé « *America's Clean Power Plan* », ou encore « *le plan américain pour une énergie propre* », dans lequel sont renforcés les objectifs indiqués en 2014. Il s'agit d'une réforme inédite dans l'histoire de ce pays aux fortes émissions polluantes, à quelques mois seulement de la COP 21, et dont le but est de préserver l'environnement, la santé, mais aussi l'économie. En effet, les Etats-Unis sont de grands émetteurs de gaz carboniques, notamment du fait de leurs centrales électriques. Plus du tiers de l'électricité américaine est produite grâce à l'exploitation du charbon, très polluante. Le plan climat vise une diminution de 32 % des émissions de CO2 par les centrales thermiques pour 2030, ce qui représente une baisse draconienne, étant donné que plusieurs Etats utilisent principalement le charbon pour produire de l'électricité. En parallèle, il encourage le développement des énergies renouvelables telles que le solaire et l'éolien. Ce plan sera par ailleurs piloté par l'*Environmental Protection Agency* (EPA). Par cette réforme, le Président Obama souhaite réaliser sa promesse électorale faite en 2008 d'agir pour lutter contre le réchauffement climatique et affirme ainsi ses ambitions d'œuvrer concrètement pour le climat. L'administration américaine envoie ici un signal, démontrant sa volonté d'agir pour le climat, à l'aube de la conférence de Paris.



## RESPONSABILITE SOCIALE – LES AUTOCHTONES DU CAMBODGE ASSIGNENT BOLLORE EN JUSTICE

Le groupe Bolloré est assigné en justice par les Bunongs du Cambodge devant le tribunal de Nanterre dans le cadre d'une action en responsabilité civile, les autochtones réclamant avant tout une réparation en nature (restitution de leurs terres) et ensuite des dommages-intérêts. La société Spocfen-KCD, que le groupe détient à 38%, a implanté une forêt d'hévéa sur une concession accordée il y a sept ans par le Cambodge sans qu'il y ait eu d'étude d'impact ou de consultation publique. Pourtant, 850 familles vivaient sur ces terres et la législation cambodgienne leur reconnaît un droit de propriété collective. Ils ont été expropriés contre une maigre compensation monétaire et un travail dont les conditions sont très difficiles. En 2010, le groupe avait été interpellé dans un rapport de l'OCDE pour des faits similaires réalisés par sa filiale au Cameroun, Socapalm.

La responsabilité juridique du groupe semble difficile à établir pour le moment : la loi sur la responsabilité des sociétés mères est bien en cours d'élaboration mais n'est pas en vigueur. Au niveau international, le droit avance puisqu'une résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en faveur de la responsabilité des entreprises transnationales émise en juin 2014 sur proposition de l'Equateur et l'Afrique du Sud a été adoptée malgré les réticences de nombreux pays du Nord dont la France.

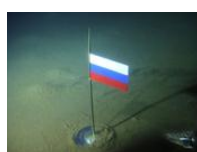


## DEVELOPPEMENT DURABLE – LES ENERGIES RENOUVELABLES AU PAYS DU SOLEIL LEVANT

Le 6 et 9 août furent commémorés les 70 ans des explosions de bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki. Après la catastrophe nucléaire de Fukushima, le Japon s'est posé des questions sur l'avenir de ses ressources en énergies dans l'hypothèse où le pays déciderait de ne plus recourir au nucléaire. Depuis plusieurs années déjà, dans l'optique de lier croissance économique et respect de l'environnement, le Japon a effectué d'importants investissements dans les énergies renouvelables. Ces investissements ont débouché sur des avancées technologiques relatives à l'exploitation des énergies renouvelables. Ainsi, 6 % de l'énergie totale du Japon provient d'énergies renouvelables en 2012 et pour cause, le Japon optimise l'exploitation des énergies renouvelables dont il dispose : d'une part, deux centrales mégasolaires ont vu le jour en 2011 et d'autre part, se situant dans l'une des régions les plus volcaniques, le Japon utilise depuis 1966 l'énergie thermique et notamment au sein de la plus grande centrale du monde qui se situe à Hatchobaru dont la puissance atteint les 112 000 kilowatts. L'avancée dans les énergies renouvelables passe également par l'économie d'énergie. En effet, après les deux chocs pétroliers le pays a pris des mesures radicales pour améliorer son efficacité énergétique en particulier car il est dépendant du pétrole importé. Le Japon est devenu le premier pays en termes de rendement énergétique. L'envergure économique du Japon a doublé depuis 1973 alors que sa consommation d'énergie de l'industrie manufacturière est restée stable. À l'heure actuelle, les centrales thermiques, qui produisent plus de 60% de l'électricité utilisée dans le pays, commencent à introduire la production d'électricité par cycle combiné au gaz naturel. Cette technologie réutilise l'énergie qui était d'habitude gaspillée pour produire de l'électricité réalisant ainsi d'importante d'énergie. Enfin, des économies d'énergie considérables sont également effectuées dans le domaine du transport, le Japon étant l'initiateur de la création de véhicules écologiques.



## ENVIRONNEMENT – LA RUSSIE A L'ASSAUT DE L'ARCTIQUE...



Mardi 4 août, la Russie a revendiqué, auprès des Nations-Unies, 1,2km<sup>2</sup> dans la zone Arctique en plus de sa zone économique exclusive, quinze ans après le rejet d'une demande similaire pour manque de preuves. Elle appuie sa demande de recherches scientifiques qui font suite à plusieurs expéditions scientifiques polaires d'envergure sur les limites du plateau continental de la Russie au cours desquelles un drapeau russe a été planté dans les fonds marins. Ces nouvelles limites permettent d'étendre la zone économique exclusive fixée elle à partir des côtes et au-delà de laquelle se trouve l'espace maritime international. Cette revendication risque d'accélérer celles des autres Etats qui se disputent la zone pour ses richesses pétrolière et gazière (Etats-Unis, Canada, Norvège et Danemark) et qui ont également effectué des recherches ces dernières années. Si cette revendication était reconnue légitime, la Russie aurait accès potentiellement à 4,9 milliards de tonnes de réserves d'hydrocarbures et la fonte des glaces pourrait ouvrir de nouvelles routes maritimes en 2050 dans cette zone. En plus des perspectives économiques, la Russie considère qu'il s'agit d'une zone stratégique et militairement intéressante. L'ONG Greenpeace a lancé une alerte sur les dangers environnementaux liés à l'exploitation de cette zone.



**TRANSPORT**

**Tribunal Administratif de Nantes- 17 juillet 2015- affaire n°1307841**

Les juges du tribunal administratif de Nantes ont rejeté les recours déposés contre les arrêtés préfectoraux autorisant la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Les arrêtés contestés autorisaient le concessionnaire du futur site de 1 650 hectares à détruire les zones humides et près de 100 espèces protégées dont le campagnol amphibie. Les associations ont annoncé vouloir faire appel dans le délai légal de deux mois suivant la présente décision.

**EAU**

**Tribunal administratif de Grenoble- 16 juillet 2015- affaire n°1406678, n°1406933, n°1501820**

Par un arrêté pris le 3 octobre 2014, le préfet de l'Isère avait accordé l'autorisation à la SNC Roybon Cottages de construire un centre de vacances Center Parcs dans la forêt de Chambaran. Plusieurs associations de protection de la nature avaient dès lors formulé une demande en annulation devant le tribunal administratif de Grenoble. Par application de l'article L.212-1 du Code de l'environnement, le SDAGE Rhône-Méditerranée fixe les modalités de compensation en cas d'altération de zones humides. Ces modalités de compensation n'ont pas été respectées et le tribunal administratif de Grenoble a annulé l'arrêté litigieux en raison de l'incompatibilité du projet avec le principe de compensation. La SNC Roybon Cottages a annoncé son intention d'interjeter appel de la décision.

**ENERGIE EOLIENNE**

**Tribunal administratif de Lyon- 2 juillet 2015- affaire n° 1302198**

Le tribunal administratif de Grenoble a annulé l'arrêté du préfet de la région Rhone-Alpes approuvant le SRE en l'absence d'évaluation environnementale telle qu'exigée à l'article L.122-4,I du Code de l'environnement qui prévoit que chaque plan ou programme susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement doit faire l'objet d'une évaluation environnementale. C'est sur le même motif que les juges du tribunal de Paris, de Bordeaux et de Caen avaient annulé les arrêtés approuvant respectivement les SRE d'Ile de France, d'Aquitaine et de Basse-Normandie.



Un groupe d'investisseurs, dont 85 sociétés de gestion et fonds de pension ayant BNP Investment Partners en tant que leader, représentant plus de 3.500 milliards d'actifs, soutient la campagne d'Alltrials. Cette campagne est un projet international de plusieurs organisations du monde pharmaceutique, ouverte à tous les intéressés, demandant aux laboratoires pharmaceutiques de publier leurs essais cliniques pour plus de transparence dans la recherche afin de réduire les risques.

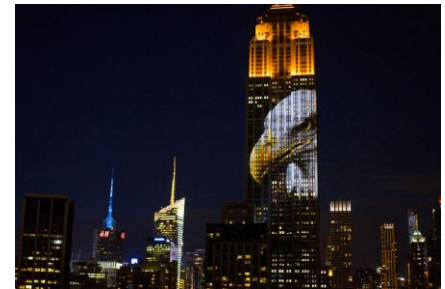
Actuellement la pétition recense plus de 85.000 signataires individuels et 599 organisations. A l'origine de cette campagne, des études académiques sur la période 1960-2010 démontrent que la moitié des essais ne sont pas publiés et qu'en cas d'essai négatif, il y a deux fois plus de risque de non-publication.

La réglementation européenne doit être renforcée en 2016 mais la campagne dénonce ici que même lorsqu'elles sont obligatoires, les publications sont souvent insuffisantes et plusieurs groupes pharmaceutiques ont été condamnés dans le secteur entre 2007 et 2015 pour cette raison.



**FAUNE – L'EMPIRE STATE BUILDING AUX COULEURS DE LA FAUNE EN DANGER**

Le 1<sup>er</sup> août dernier, alors que la polémique autour de la mise à mort du lion Cecil ne cesse de croître, l'Empire State Building, symbole de la grandeur américaine des années 1930, est devenu, le temps d'une soirée, l'écran de projection de photographies d'espèces animales en danger. La projection a eu lieu sur la façade sud de cet immense gratte-ciel, d'une hauteur totale de 114 mètres et les photographies ont défilé pendant huit minutes, tous les quarts d'heures, de 21 h à minuit.



Le film projeté, intitulé « *The Cove* » (la « Baie de la honte » en français), a pour but de faire prendre conscience que de nombreuses espèces de la faune sauvage sont menacées de disparition du fait de leur chasse, aussi bien légale qu'illégale, mais aussi du fait des bouleversements climatiques qui détruisent les écosystèmes et les habitats de ces animaux. La tour s'est ainsi métamorphosée en phare chargé d'éclairer la baie de New York, ainsi que le reste du monde, sur le péril que courent ces espèces et d'exhorter les spectateurs à agir pour éviter leur extinction. Le fait de le projeter sur la deuxième plus grande tour de New York, entrée au patrimoine culturel architectural de la ville, a une symbolique forte et témoigne d'une prise de conscience de la nécessité d'agir pour protéger l'environnement de la part d'une partie de l'opinion publique américaine et notamment du gouvernement.



**CARNET DE VOYAGE – LE JAPON EN AVANCE SUR L'ÉCOLOGIE**



C'est en arpentant actuellement les villes du Japon que le touriste prend conscience de l'avance de ce pays en terme d'écologie.

Tout d'abord, le premier fait marquant est la propreté : pas un déchet par terre, ni même de *chewing gum*, mégots de cigarette sur le trottoir ! Alors que l'Europe, et notamment la France, se lance dans le recyclage péniblement, au Japon c'est l'inverse. Il existe des poubelles spéciales pour chaque type de déchets, une pour les canettes, une pour les bouteilles en plastique, une pour le verre, une pour les bouchons en plastique, une autre pour le

papier, une pour les métaux, une pour les aérosols ect.

Ensuite, les transports en commun sont modernes car souvent renouvelés.

Enfin, alors qu'en France où l'idée des espaces fumeur fait vrombir le cœur des fumeurs, au Japon, ils existent déjà. Il est interdit de fumer partout dans les rues quand bien même il s'agit d'espaces ouverts.

Cette conscience écologique vient de leur culture et est lié au fait que le Japon se situe à la frontière de plaques tectoniques et qu'il est régulièrement soumis aux catastrophes naturelles. Ces événements leur rappellent la place de l'homme dans la nature et fondent leur respect pour cette dernière.

Ainsi, dès leur plus jeune âge, les japonais sont sensibilisés au recyclage car il s'agit d'un concept issu de l'une de leur exclamation *mottanai* qui signifie dommage, quel gaspillage. Cela exprime le regret de ne pas avoir pu tirer parti d'une ressource ou d'un objet pleinement. Chaque voyage est autant une source d'inspiration...